Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2023)
Heft: [1]: Numéro Thématique 1

Artikel: L'économie dans le contexte de la guerre en Ukraine
Autor: Gonet, Claude
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1055341

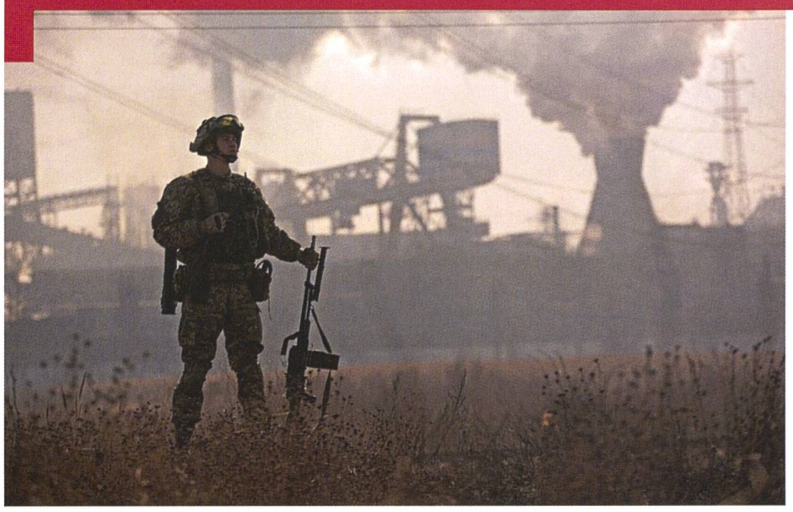
Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch



« L'important n'est pas de prédire l'avenir mais de s'y préparer. » Périclès

Economie

L'économie dans le contexte de la guerre en Ukraine

Lt-col Claude Gonet
Conseiller de la Direction Générale et membre de la Direction, Banque Eric Sturdza

Selon Guy Sorman, écrivain et penseur libéral, la pensée libérale, issue du siècle des Lumières nous a amené à croire que les mauvais instincts de l'humanité pouvaient être canalisés par les institutions. La Constitution et l'économie de marché, nos deux piliers, devraient, en théorie, permettre la coexistence pacifique des différences.

Or aujourd'hui, nos institutions démocratiques et libérales archaïques et notre esprit de tolérance sont devenues trop faibles pour canaliser le Mal contemporain et nous paralysent dans ce monde réel sans correspondance avec le monde idéalisé des libéraux.

A titre d'exemple, l'imprévisible, libertaire et capricieux Elon Musk, avec son réseau satellite Starlink et maintenant Twitter, inquiète avec une puissance sans contrepoids et sans équilibre institutionnel, qui devient supérieure à la plupart des chef d'Etats de l'ONU, alors que nos démocraties libérales sont fondées sur l'équilibre des pouvoirs.

Face aux nombreuses difficultés du monde actuel, le libéralisme peine à faire face mais entame une phase de renouveau afin de lutter contre l'abus de pouvoir des super-riches, la violence à prétention idéologique, les passions identitaires, les mensonges propagés par les réseaux sociaux et l'arrogance des tyrans.

Le vrai enjeu de la guerre en Ukraine est une recomposition du monde autour de la Chine. Poutine pense que le monde de demain sera chinois, indien, nord-coréen, peut-être iranien – un monde totalement anti-occidental, illibéral, autocratique et puissant.

L'Occident s'effondre, cherche le bonheur à travers la psychologie positive et le développement personnel, tout en renonçant à l'esprit de sacrifice. Les trois grandes idéologies sacrificielles n'existent plus ou peu en Europe : le nationalisme (mortifère), le communisme et le catholicisme ont laissé leur place au narcissisme du bonheur et de la religion verte écologique.

Aux Etats-Unis, les votations à mi-mandat ont apporté peu de changements. Les Républicains disposent d'une majorité si étroite, à la Chambre des représentants, qu'ils ne vont rien pouvoir faire en raison de leurs éléments incontrôlables et les Démocrates seront également divisés entre modérés et progressistes.

On peut s'attendre à des désaccords sur les sujets suivants :

1. Le plafonnement de la dette avec un risque d'arrêt des activités gouvernementales.
2. L'augmentation de la taxation des plus riches et des sociétés avec un blocage républicain.
3. Une éventuelle procédure de destitution qui débute à la Chambre des représentants mais qui doit être approuvée par deux tiers du Sénat à majorité démocrate qui a peu de chances d'aboutir.
4. Un possible grand plan de relance en cas de récession qui ne sera pas accepté par les Républicains.

Trump en ressort affaibli mais reste, à ce stade, le candidat principal des Républicains qui pourrait être challengé par son ancien protégé Ron DeSantis, gouverneur de Floride, qui sort galvanisé par son élection. Le Parti républicain conserve donc ses chances d'emporter l'élection présidentielle de 2024 face à un Parti démocrate qui n'a aujourd'hui pas de candidat viable.

Les Etats-Unis entendent conserver leur *leadership* technologique face à la Chine. Pour cela, ils n'accorderont pas de contrats de recherche à des laboratoires américains employant des savants chinois et la Chine ne pourra pas bénéficier de la recherche américaine dans plusieurs domaines technologiques sensibles (informatique, biotech, énergie verte avec un effort particulier sur les semi-conducteurs).

La décision américaine de couper toute relation humaine, financière et technologique entre les Etats-Unis et la Chine en ce qui concerne les semi-conducteurs avancés a pour but de retarder le développement économique chinois, qui est encore loin de maîtriser ce domaine.

La politique américaine ne changera pas envers l'Ukraine, ni envers la Chine après l'élection du Sénat et de la Chambre des représentants. Par contre,même s'ils affirment ne

pas vouloir signer de chèque en blanc, les Républicains pourraient favoriser la livraison de certains armements plus modernes à l'Ukraine : missiles, avions de combat F-16 ou davantage de chars de combat acquis à l'étranger ou sortis des dépôts américains.

La Russie se trouve dans une situation très difficile en Ukraine en matière stratégique, tactique et politique : aucun des objectifs recherchés par « l'opération spéciale » n'ont été atteints. Les pertes russes en matière de matériels prendront au moins une dizaine d'années à être remplacées, à un coût nettement supérieur, ce qui affaiblira son armée et son économie.

Au niveau stratégique, la Russie est très isolée. Sur le plan tactique, après avoir convoqué 1,2 millions d'hommes elle en a incorporé environ 300'000 dont 80'000 ont été envoyés sur le front sans préparation ce qui s'est avéré désastreux. De plus, 450'000 autres hommes ont fui la Russie et les autres ne se sont pas présentés, c'est un fiasco.

Certains pays européens, à l'instar de la France, Grande Bretagne, Allemagne, et les pays de l'Est vont livrer une nouvelle vague d'armements à l'Ukraine, qui lui permettra d'utiliser un matériel majoritairement compatible avec l'OTAN, ce qui favorisera son ravitaillement à l'avenir.

A l'horizon du printemps 2023, le rapport de force en matière de nombre d'hommes formés au combat avec leurs équipements et armements penchera nettement en faveur de l'Ukraine.

Poutine a échoué dans son double objectif d'annihiler l'Ukraine et de faire la démonstration de la décadence de l'Occident. Il a soudé la nation ukrainienne, poussé l'Europe et notamment l'Allemagne à se réarmer, réengagé les Etats-Unis en Europe, ressuscité l'OTAN.

La guerre d'usure dans laquelle s'est lancé Poutine ne devrait pas réussir, car cela exige une capacité d'endurance dont ne disposent ni l'économie ni le complexe militaro-industriel russe.

Poutine manque de soutien intérieur et extérieur pour poursuivre son projet. Il lui reste désormais peu d'options :

1. Un conflit figé qui s'éternise.
2. Le recours à des armes de destruction massive pour contourner le problème mais les présidents américain et chinois pourraient ensemble faire pression pour l'en dissuader.
3. Une solution négociée qui dépend avant tout des US et comme les Européens ont choisi de s'aligner complètement sur les Américains, c'est aux Etats-Unis de proposer un plan de paix.

La question territoriale est complexe, mais pas insoluble. A titre d'exemple, si l'Ukraine reconnaissait que la Crimée est russe, comme elle l'était jusqu'en 1954, Poutine deviendrait plus accommodant envers les autres provinces occupées ; celles-ci pourraient, par exemple, devenir des zones neutres d'intérêt commun, avec un régime de libre-échange entre la Russie et l'Ukraine.

En cas de changement de régime en Russie, nous pourrions assister à un *leadership* collectif, dans un premier temps, constitué de figures liées à Poutine comme un représentant des milieux ultra-conservateurs et nationalistes ou une nouvelle figure militaire, comme Sergueï Sourovikine.

Le nouveau pouvoir tenterait sans doute de renouer le dialogue avec l'Occident et ferait des compromis sur la question ukrainienne et cela serait peut-être une période de grande instabilité avec des règlements de comptes, des chaises musicales, des évictions, des résistances, des boucs émissaires.

Tout signe de résolution du conflit ukrainien pourrait constituer un catalyseur supplémentaire puissant pour prolonger le récent rallye des marchés, ce qui semble improbable à ce stade. Cependant, il y a de plus en plus de signes de dialogue avec, par exemple, le directeur de la CIA Bill Burns et son homologue des services de renseignement russes, Sergey Naryshkin, qui se sont rencontrés à Ankara récemment. Le retrait des Russes de Kherson et leur déplacement vers la rive orientale du Dnipro pourraient également être considérés comme le prélude d'un potentiel accord.

En Iran, le régime islamique est bien plus fragile qu'il n'y paraît et semble déconnecté de la réalité du pays. A ce stade, la base populaire soutenant la République islamique est évaluée à seulement 20% de la population.

Le programme nucléaire iranien a avancé bien au-delà des limites qui avaient été fixées à l'époque de l'accord de 2015. La seule solution de longue durée à cette crise est un Iran démocratique, qui respecte le droit international et qui n'est pas juste pas dévolu à la destruction d'Israël ou qui ne menace pas perpétuellement ses voisins.

En Turquie, Erdogan souffre sur le plan interne en raison de la situation économique catastrophique du pays (inflation à plus de 80%, dévaluation de moitié de la livre turque) et sa cote de popularité ne dépasse pas les 33% à l'approche des élections de juin 2023.

Affaibli à l'interne, le président turc se positionne comme un interlocuteur privilégié dans les négociations entre la Russie et l'Ukraine et trouve, à cette occasion, un rôle traditionnellement dévoué à la Suisse. Il adopte une attitude agressive sur le plan externe vis-à-vis de la Grèce à travers des violations quotidiennes des espaces aérien et maritime grecs, la remise en cause des frontières ou des menaces d'invasion mais un conflit armé entre deux pays membres de l'OTAN reste en principe inimaginable. Confronté à cette adversité, Erdogan a été forcé de choisir un camp et il semble avoir choisi l'Occident.

Le couple franco-allemand pourrait se trouver en désaccord car l'Allemagne, contrairement à la France, n'aspire pas à être une puissance géopolitique; elle se rêve comme une grande Suisse aux intérêts avant tout économiques qui a un besoin vital d'excédents commerciaux pour financer un vieillissement démographique accéléré.

La Commission européenne a proposé un nouveau cadre de gouvernance économique nettement amélioré par rapport à l'existant. Il offrirait un bon compromis entre la nécessité de réduire la dette publique et celle d'investir, tout en augmentant les incitations aux réformes.

La mondialisation reposait sur l'imbrication entre d'une part, les Etats-Unis (principal consommateur mondial) et la Chine (atelier du monde) et d'autre part, l'Allemagne (superpuissance industrielle exportant vers le groupe Brésil-Russie-Inde-Chine-Afrique du Sud – BRICS) et

la Russie (fournisseur mondial de matières premières et énergie bon marché).

Aujourd'hui, nous assistons à un véritable découplage dans lequel les pays privilégient la souveraineté impliquant un désaccouplement logistique, commercial (avec les sanctions), technologique, monétaire et financier (avec la dédollarisation).

Dans ce choc entre les blocs occidentaux et orientaux élargis, l'Occident doit rétablir une dissuasion militaire et technologique crédible afin de réduire l'expansion des systèmes autoritaires tout en entreprenant une stratégie de reglobalisation permettant de rapprocher certains pays émergents (Inde, Brésil, Turquie, Iran, Arabie Saoudite, Nigeria, Afrique du Sud, etc...) qui pourraient éprouver une haine de l'Occident.

Il existe un problème climatique indubitable dont il est impératif de s'occuper mais les réponses à y apporter diffèrent selon la philosophie politique envisagée. Or le sujet du climat n'est ni de gauche, ni de droite mais les solutions à y apporter divisent la société car il n'y a pas d'un côté les gentils et de l'autre les méchants, une approche qui bloque toute évolution. Chacun souhaite y trouver un bénéfice personnel immédiat alors qu'il s'agit de définir une stratégie dont l'implémentation nécessitera beaucoup de temps et la situation ne s'améliorera qu'à terme au profit des jeunes et des générations futures.

Selon Patrick Aebischer, ancien président de l'EPFL et aujourd'hui capital-risqueur, il sera très difficile pour la Suisse de maintenir son niveau d'innovation si elle ne réussit plus à attirer des talents en raison de l'abandon des négociations avec l'UE sur un accord-cadre qui entraîne la sortie d'Horizon Europe, le plus grand programme au monde pour la recherche et l'innovation.

La médecine de demain pourrait se diriger vers une décentralisation en raison de la miniaturisation. Dans ce sens, les grandes pharmas pourraient racheter des start-ups ultra-innovantes tandis que de nouveaux acteurs pourraient également émerger.

A ce stade, le métaverse est encore un mirage, un produit d'avenir en cours de création, en état de recherche. Il devrait permettre d'interagir avec les différents espaces interconnectés, notamment via la blockchain et les NFT, et offrir des applications multiples que ce soit dans la médecine, l'éducation, le tourisme, etc...

L'innovation se décentralise progressivement hors de la Silicon Valley, qui traverse une période disruptive obligeant le secteur de la tech à développer de nouvelles stratégies et solutions intéressantes à observer afin de se réinventer. A cela s'ajoute le « rift » entre les forces traditionnellement progressistes et pro-démocrates avec Kamala Harris et d'autre part, une vague réactionnaire avec Elon Musk comme chef de file.

Nous vivons la fin de la désinflation apportée par la mondialisation pour entrer dans une nouvelle ère au cours de laquelle l'inflation sera plus présente amenant un risque d'appauvrissement des populations.

Dans cet environnement, nous pourrions conserver une croissance nominale (sans correction en fonction de l'inflation) positive mais (ou/et) une croissance réelle (ajusté en fonction de l'inflation) négative avec une perte de pouvoir d'achat de la monnaie qui pourrait affecter les rentiers mais qui favorisera les acteurs plus jeunes de l'économie dont les revenus pourront être adaptés à l'inflation.

Le fléchissement de l'inflation en cours est important car les chiffres d'octobre aux Etats-Unis confirment la désinflation sur le prix des biens hors immobilier. Les premiers signes d'une baisse du prix des services apparaissent. L'inflexion attendue de l'inflation semble se réaliser.

Il est envisageable de revoir un taux d'inflation US aux environs de 4% fin 2023 et qui pourrait fluctuer entre 2 et 3% au cours des cinq prochaines années au prix d'un ralentissement majeur. Ces perspectives ouvrent la voie à la fin de la hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis au début du printemps 2023 mais leur baisse prendra plus de temps qu'attendu. Le marché a été rassuré par l'évolution récente de l'inflation car la probabilité d'un scénario catastrophe s'éloigne.

Toutefois, le marché pourrait avoir de la peine à sortir du *trading range* actuel sur le S&P 500 car la visibilité sur l'évolution des bénéfices prendra encore quelques mois. L'économie américaine pourrait surprendre et ne pas entrer en récession pour les prochains mois.

L'Europe se trouve en retard dans la maîtrise de l'inflation avec un risque de récession lié à la crise énergétique et une croissance autour de zéro qui se redressera vers l'été 2023. Des hausses de taux d'intérêt interviendront par la BCE jusqu'à environ 3%.

La Suisse ralentit mais devrait bien s'en sortir sans récession mais avec une croissance faible d'environ 0.6%.

La grande inconnue reste la Chine car son redressement trop rapide, qui dépendra entre autres de la gestion du COVID, provoquera la hausse des prix des matières premières et de l'inflation ce qui ralentira le processus de normalisation. Le gouvernement chinois semble se montrer plus accommodant dans la gestion du Covid, en menant des actions pour maitriser et limiter les impacts de la crise de l'immobilier et redevenant plus conciliant envers les entreprises chinoises en particulier dans le secteur de la tech qui sont perçues comme un élément de puissance mais aussi de risque pour le pouvoir en place.

Dans l'immédiat, l'EUR/USD devrait revisiter la zone 1,05/1,10. A plus long terme, l'évolution de l'Euro comme celle du Dollar présente de grandes interrogations ce qui pourrait favoriser d'autres monnaies comme le Yuan chinois.

A court terme, le franc suisse devrait évoluer dans la zone 0,95/1 par rapport à l'Euro.

Le récent rallye obligataire sur les taux longs s'est avéré bienvenu pour les marchés mais à court terme le mouvement est en partie joué et toute faiblesse devrait être

mise à profit pour accumuler de la dette gouvernementale au-dessus de 4,1% à 10 ans aux US ainsi que du crédit *«investment grade»* à 3 ans en USD sur les niveaux actuels de 5%. Quelque part en 2023, il faudra également se réintéresser à la dette en EUR.

A court terme, les marchés actions sont donc remontés en raison d'un taux d'inflation inférieur aux attentes, de l'affaiblissement des taux d'intérêt longs ainsi que de la couverture des positions vendeuses à découvert des spéculateurs et cette reprise pourrait se poursuivre un peu.

La situation économique n'a pas fondamentalement changé. Les entreprises publient en moyenne de bons résultats mais les indicateurs de confiances à terme sont encore préoccupants ce qui rappelle «les années sandwiches» de la crise pétrolière en 1973/1974. Les bénéfices 2023 pourraient être mis sous pression.

L'année 2023 pourrait entraîner des réorganisations d'entreprises et des licenciements parmi les cadres à salaires élevés jusqu'au début 2024. Les sociétés gagnantes seront celles qui feront preuve d'agilité, d'innovation et qui réussiront à maintenir leurs marges tout en étant peu endettées. Les sociétés perdantes seront celles qui auront beaucoup de dettes, qui ne disposeront pas d'un système solide et seront peu innovantes.

La sélectivité reste dès lors primordiale, le *«pricing power»* et/ou les canaux d'approvisionnement sûrs ainsi que la solidité des bilans et les positions fortes de marché doivent être privilégiés.

La faillite de la deuxième plus importante plateforme crypto, FTX, illustre :
- Les excès du cycle économique passé.
- Un monde des crypto-monnaies du type « Far West ».
- Une survie de l'écosystème cryptos est liée à la mise en place d'une vraie régulation mais cela prendra du temps.

En attendant, les détenteurs de crypto-monnaies posséderont probablement quelque chose qui n'a presque aucune valeur.

La demande à la hausse de lingots d'or a surpris, sous l'effet des achats importants des banquiers centraux et des consommateurs en Inde et dans d'autres pays d'Asie du Sud-Est, une tendance positive qui devrait soutenir les prix futurs. L'or et l'argent (plus spéculatif) semblent se rapprocher d'un plancher et pourraient offrir des perspectives haussières à terme.

Lors d'une reprise dans un marché d'actions baissier, nous assistons huit fois sur dix à une baisse plus importante par la suite. Il y a lieu de ne pas hésiter à prendre des profits sur les gros rebonds et acheter lors des corrections significatives.

Ultérieurement, se posera la vraie question d'augmenter sensiblement les actions, au-delà d'achats visant à construire progressivement des positions sur corrections. Il paraît trop tard pour vendre et encore un peu tôt pour augmenter significativement la part d'actions.

C. G.

Aviation

Hélicoptères de combat

Personne ne nie l'utilité des hélicoptères dans la guerre. Mais régulièrement, leur vulnérabilité et leur taux de pertes interroge sur leur chances de succès et sur leur rapport coût/efficacité.

Près de la moitié des hélicoptères de transport et un nombre significatif d'hélicoptères de combat ont été abattus dans les premières heures du 24 février, dans le cadre de la tentative russe de prendre d'assaut l'aéroport « Antonov » de Hostomel, à une vingtaine de kilomètres de la capitale.

Les pertes se montent désormais à 4 Mi-2 (dont 3 capturés), 21 Mi-8, 1 Mi-14 et 4 Mi-24 perdus pour l'Ukraine. Côté russe, le site Oryx atteste la mise hors d'état de 10 Mi-8 de transport et de 9 Mi-24/35, 6 Mi-28 et 24 Ka-52 (dont 5 endommagés). Ces pertes élevées méritent quelques explications :
- Le taux d'attrition élevé ne doit pas faire oublier que celui-ci (24%) est pourtant relativement stable d'un conflit à un autre : l'US Army a ainsi perdu au moins 5'607 hélicoptères durant la guerre du Vietnam, 75 durant ENDURING FREEDOM (2001-2004) dont 15 par des tirs adverses et 129 durant l'opération IRAQI FREEDOM (2003), dont 46 abattus par des tirs de canons ou de missiles. Les forces russes avaient perdu 333 hélicoptères en Afghanistan (1981-1988).
- Les hélicoptères -même ceux disposant de protections sur leurs organes vitaux sont extrêmement vulnérables aux tirs de mitrailleuses lourdes ou aux canons de 20-30 mm – qui équipent désormais la plupart des véhicules de combat de nos jours.
- Le grand nombre de systèmes sol-air, y compris de MANPADS disponibles en Ukraine créent une densité de menace permanente.
- A cela s'ajoutent désormais un certain nombre d'engins guidés sol-sol – à l'instar du *Stugna* ukrainien – dont le guidage et la portée permet de toucher non seulement des véhicules blindés, mais également des hélicoptères.
- Sur les 100 Ka-52 livrés à l'armée russe, un quart a été perdu. Ceci est en partie dû au taux de disponibilité très insuffisant de son concurrent le Mi-28, dont très peu d'exemplaires ont été engagés.
- Le Mi-28 a lui-même fait l'objet de très nombreuses critiques, en raison de son coût très élevé, son armement insuffisant et les difficultés reconnues sur le plan de la maintenance.

Il faut ainsi accepter le fait que les hélicoptères de combat souffrent de vulnérabilités et de taux d'attrition élevés. Il est donc important de les engager dans des actions de haute importance, ou alors de les engager au-dessus des propres forces afin de garantir le mieux possible leur sécurité.

Un Ka-52 abattu et abandonné après l'assaut sur Hostomel le 24.02.2022.